



littérature



La promesse de l'autre

Jean-Louis Sanchez, fondateur de l'Observatoire national de l'action sociale, vient de publier «La promesse de l'autre», un livre dans lequel il dresse le constat du péril de notre société en raison de la montée de l'individualisme et de la perte inhérente de confiance en l'autre. Jean-Louis Sanchez souhaite construire un nouveau contrat social, notamment entre toutes les générations. Malheureusement, son discours, qui était marginal il y a quelques années, est devenu une évidence aujourd'hui et il le déplore : «Il n'est pas très agréable d'avoir raison sur des sujets aussi difficiles et aussi dangereux pour nos enfants mais, depuis la création de l'Observatoire national de l'action sociale en 1990, on a très vite perçu, parce que l'on a observé l'ensemble de la société française, que nous avons tendance à oublier que la solidarité, ce n'est pas simplement une question de protection, c'est-à-dire d'avoir un certain nombre de droits. Il faut retrouver le goût de la relation humaine parce que, quand vous êtes en détresse, votre meilleure défense est d'être entendu par d'autres qui partagent votre détresse, d'avoir du lien. C'est vrai dans la détresse, mais c'est vrai aussi lorsque l'on est dans des situations de perte d'autonomie». Concrètement, «on ne peut pas rester à domicile si l'on ne peut pas compter sur ses proches familiaux ou sur son voisinage. Tout ceci me semble de plus en plus remis en question par le développement d'une posture individualiste, mais beaucoup trop excessive. Le développement de l'autonomie des individus est une grande conquête du XX^{ème} siècle, la situation de la femme dans le monde s'est considérablement améliorée dans le sens de l'autonomie, mais on est tombé dans l'abandon du collectif et il faut rééquilibrer cette quête d'autonomie, cette quête de liberté, avec la nécessité de préserver ces liens naturels sans lesquels une société n'existe pas. C'est le sens de ce combat». Or, force est de constater que dans notre société, la place de l'État et l'intrusion du stress dans notre vie quotidienne font que l'on passe son temps à gérer des problèmes, on n'a plus le temps ou l'envie de s'occuper des autres. D'ailleurs, certaines études indiquent que les pays où les gens se sentent bien sont ceux où ils s'occupent le mieux des autres et ce sont souvent des pays libéraux. De même, les taux de dons sont supérieurs dans les pays où la pression fiscale s'exerce moins fortement... Pour Jean-Louis Sanchez, avec «la situation de stress, effectivement, en zone urbaine, on est astreint à des contraintes de temps du fait des transports, du fait d'un emploi qui, parfois, se décompose entre plusieurs employeurs. Il y a de très nombreux obstacles, aujourd'hui, qui rendent la vie matérielle beaucoup plus difficile. Mais en même temps, je pense que nous n'avons jamais eu autant de temps libre. L'évolution, par le biais des 35 heures, le fait que l'on parte à la retraite souvent très tôt, le fait que l'on soit privé d'emploi, c'est involontaire évidemment... Tout cela fait que nous avons aujourd'hui énormément de personnes disponibles dans notre pays. Au lieu de transférer cette disponibilité sur le registre de l'utilité, de la convivialité et du bonheur, parce que l'utilité donne du bonheur, on passe des heures et des heures devant un écran de télévision ou des réseaux Internet qui ne sont pas des réseaux de production du lien, ce sont des réseaux de consommation de lien». Jean-Louis Sanchez poursuit : «On se rassemble avec des gens qui nous ressemblent, mais qui ne sont pas des gens qui nous grandissent, parce que l'on n'est grandi que par la confrontation avec des gens différents qui nous apprennent des choses. Tout ceci fait que l'excuse de la contrainte du monde moderne me paraît totalement démentie par la réalité objective du temps disponible. Nous continuons de percevoir les personnes âgées à travers le filtre de l'âge : c'est une très mauvaise chose, parce que les retraités disposent d'énormément de temps et ils pourraient servir utilement à des jeunes qui, paradoxalement, ont besoin de repères et de soutiens. Au lieu d'essayer de transformer une multitude de difficultés en une véritable politique de développement, on a plutôt tendance dans ce pays à s'arrêter aux difficultés et à ne pas les dépasser en se projetant d'une manière plus positive sur ce qui pourrait être un nouveau projet de société». Certes, on n'a jamais eu autant de temps libre, mais la société se segmente et beaucoup de gens n'ont pas envie de s'intéresser à l'autre... Comment Jean-Louis Sanchez se positionne-t-il face à la communautarisation de la société ? Le sociologue reconnaît que «le pays est effectivement éclaté du fait de cette prégnance de cette culture de l'individualisme et du consumérisme qui ne laisse plus de place à la valorisation de tout ce qui est collectif. On parle de tous ces gens qui entretiennent une culture de la défiance, mais personne ne mesure réellement les attentes de nos concitoyens. Or, ce que nous constatons, c'est que lorsque l'on veut changer en profondeur le comportement de l'ensemble des habitants d'un territoire, c'est possible. En Alsace, dans une petite ville, un maire a décidé que toute la population devait, pendant toute une journée, travailler à la réhabilitation des équipements municipaux et des espaces verts, avec des enfants de 7 ans et des personnes âgées de 77 ans... On a vu que des gens qui avaient tendance à se méfier les uns des autres, ou disaient que les bénéficiaires du RMI sont des assistés ou des fainéants, ont radicalement changé leur regard les uns vis-à-vis des autres. Non seulement nos concitoyens sont désireux de changement dans le sens d'une approche plus fraternelle de la société mais, lorsque l'on propose à ces populations d'agir dans ce sens, elles sont disponibles... On pourrait multiplier les exemples d'expériences en France qui prouvent que les différences peuvent être très largement dépassées par l'envie d'être avec les autres, notamment sur le terrain intergénérationnel». En conclusion, «si nous avons une perception aussi inquiète de l'avenir - parce que les Français sont les plus inquiets du monde - c'est parce que nous n'avons plus confiance dans les projets collectifs. Les pouvoirs publics ont tort parce qu'ils consacrent l'essentiel de leur énergie et de leurs outils à la question du développement de l'emploi, qui est une question essentielle mais qui ne peut être traitée qu'à la marge par les pouvoirs publics, au détriment de questions qui sont aussi importantes que la question économique». Pour Jean-Louis Sanchez, «c'est donc le procès des élites politiques françaises qu'il faut faire aujourd'hui sur leur incapacité à comprendre que nos concitoyens sont bien évidemment en quête de ressources matérielles, d'emplois mais aussi d'un vrai projet de société qui donne envie de croire en l'avenir. On ne peut pas croire en l'avenir si l'on ne croit pas en son voisin, cela fait partie des logiques de pur bon sens».

«La promesse de l'autre» de Jean-Louis Sanchez est publié aux éditions Les liens qui libèrent.